



A cœur ouvert

2021 : pandémie, progrès social ou pénurie ?

Sommaire

Édito - 2021 : pandémie, progrès social ou pénurie ?

Par **Marcel Touati**

Médecin - Élu marseillais et métropolitain - Membre de la commission santé protection sociale PCF

2 Notre système de santé en mode survie

Par **Christophe Prudhomme**

Médecin urgentiste - Porte-parole de l'AMUFF - Délégué CGT de l'AP-HP

3 Fab Lab : un monde Fab...uleux

Par **Simon Laurent**

Président du Réseau Français des Fab Labs

4 Rencontre, culture et liberté : vital !

Par **Pierre Dharréville**

Député Bouches du Rhône - Membre du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine

5 Confinement propice au développement des violences intraconjugales

Par **Michelle Gréaume**

Sénatrice du Nord - Vice-Présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation

6 Des leçons éthiques et politiques de la pandémie

Par **Jacques Ricot**

Agrégé et docteur en philosophie - Formateur des acteurs de soins palliatifs



La pandémie Covid -19 dont les effets sont durables nous interpelle tous et exige la mise en œuvre de moyens inédits. Elle révèle la crise de système que nous traversons.

Les premiers vaccins découverts par les grands laboratoires pharmaceutiques privés de taille mondiale tardent à être mis à la disposition des populations.

La situation des hôpitaux est alarmante : les personnels sont de grande qualité, mais exténués ; la population très attachée au service public voit ses besoins sanitaires et sociaux mal satisfaits ; le gouvernement gère la pénurie de lits de réanimation et de médecine consécutifs aux fermetures de lits hospitaliers de ces dernières années. Depuis le début et à chaque étape l'insuffisance du service public, tant en moyens qu'en place (masques, hospitalisation, recherche et production du médicament), pèse cruellement.

Le Ségur de la santé nous fait passer de la 22^{ème} à la 18^{ème} place pour la rémunération des infirmières, en Europe, très loin de la demande raisonnable de tous les hospitaliers de voir leurs salaires ramenés à la moyenne européenne. La Loi de Financement de la Sécurité Sociale qui intègre les insuffisantes dépenses Covid et du Ségur, aggrave la situation. On y trouve également le projet de création de la cinquième branche de sécurité sociale en charge de l'autonomie, mauvais présage livrant aux profits des assurances une partie des prestations.

Au moment des 75 ans de la sécurité sociale les projets gouvernementaux réduisent le rôle de ce bien commun issu du programme du Conseil National de la Résistance à du secours public, dans la pénurie. L'enjeu pour le gouvernement est à la faveur du Covid de construire une société du renoncement du mouvement social avec des aides de l'état favorisant les plus gros et exacerbant la concurrence.

Assez ! Le cadeau 2021 de Messieurs Macron et Castex est une honte. Une autre politique est possible !

Recrutement, formation, investissement, effacement de la dette hospitalière, choix du service public moderne et efficace devraient être au centre des choix politiques.

- **Pour un droit au vaccin pour toutes et pour tous partout dans le monde,** pour un pôle public du médicament : ne laissons pas la main aux bigpharma
- **Faisons le choix de l'hôpital public de demain** correspondant aux besoins sanitaires et sociaux de la population.
- **Faisons le choix de la santé environnementale.**
- **Choisissons ensemble une société** s'appuyant sur le développement des services publics, solidarité, justice sociale, démocratie, écologie.

C'est tout le bien pour lequel œuvrent les Communistes en cette période critique.

Marcel Touati

Médecin,

Élu marseillais et métropolitain,

Membre de la commission santé protection sociale du PCF.

Notre système de santé en mode survie



Trente ans de restrictions budgétaires se traduisant par la fermeture de 100 000 lits et la transformation de très nombreux hôpitaux de proximité en structures d'accueil pour personnes âgées, sont à l'origine de l'incapacité actuelle de notre système hospitalier à gérer l'accueil de quelques centaines de malades atteints de la COVID-19 en réanimation, tout en maintenant son activité classique pour les autres patients.

En ville, la situation n'est guère plus brillante : manque de médecins, en particulier de généralistes, répartition inégale de leur installation sur le territoire, mode d'exercice ne répondant plus aux attentes des jeunes professionnels, dépassements d'honoraires croissants chez les spécialistes, etc.

Au niveau des EHPAD, la mortalité importante dans ces établissements lors du pic de la crise, a démontré que le manque de personnels et l'absence de médicalisation réelle de ces structures, dénoncés depuis des années, impose des mesures de mise à niveau immédiates.

A cela s'ajoute, une industrie pharmaceutique incapable d'assurer la continuité de la fourniture de médicaments avec des ruptures massives qui ont atteint un sommet l'an dernier avec 1 200 produits concernés.

Cette situation nécessite des réponses politiques urgentes qui ne peuvent s'accommoder de simples mesures cosmétiques, octroyées chichement par les gouvernements successifs au fil des crises, depuis celle de la canicule jusqu'à aujourd'hui.

Il faut revenir aux fondamentaux et réaffirmer qu'un système de santé performant et égalitaire ne peut

reposer sur le marché et doit obligatoirement être organisé dans le cadre d'un service public national.

Le deuxième pilier est la nécessité d'un financement solidaire par un système de sécurité sociale unique assis sur des cotisations servant à payer l'ensemble des prestations fournies. Un impératif immédiat est donc d'en finir avec le secteur privé lucratif en lui supprimant tout agrément par la sécurité sociale.

Il est donc impératif de proposer une autre architecture et un autre mode d'exercice des professionnels de santé dans les territoires. Il faut partir du local pour organiser une offre de santé intégrant des centres de santé pluri-professionnels avec des médecins salariés travaillant avec les EHPAD, les hôpitaux de proximité et les établissements médico-sociaux.

En ce qui concerne le financement, il faut vraiment mettre en place ce qui n'a jamais été réellement réalisé à savoir une sécurité sociale intégrale, collecteur unique de cotisations et payeur unique de prestations. Cela signifie l'extinction des assurances maladie complémentaires, source de simplification et d'économies.

Seules de telles évolutions permettront de répondre aux besoins des citoyennes sur l'ensemble du territoire, en permettant de bénéficier de médecins et de professionnels de santé en proximité avec un tiers payant intégral, éliminant les dépassements d'honoraires et travaillant en lien avec le système hospitalier et les structures médico-sociales.

Dr Christophe Prudhomme

Porte-parole de l'AMUFF

Association des Médecins Urgentistes de France

Délégué CGT de l'AP-HP

Assistance Publique des Hôpitaux de Paris



Leïla Bergounoux

« Un système de santé performant et égalitaire ne peut reposer sur le marché et doit obligatoirement être organisé dans le cadre d'un service public national. »

Fab Lab : un monde fab...uleux !



Coordinateur, chargé du développement du Tiers-Lieu Les Riverains, Simon Laurent assure également depuis 2018 la présidence du Réseau Français des Fablabs (RFFLabs) démocratisant l'accès à la fabrication numérique à travers le pays.

Dès les premiers jours du confinement du mois de mars 2020, c'est toute une communauté de citoyens fabricants qui s'est mobilisée pour répondre aux appels désespérés des soignants et palier à la pénurie de matériel médical, notamment pour fabriquer du matériel de protection tels que des masques et des visières. Au total ce seront plus de 2 millions d'objets qui seront distribués gratuitement aux hôpitaux, aux centres de santé, aux EHPAD, mais également aux commerçants, aux forces de sécurité et à toute personne en faisant la demande. Le tout en moins de deux mois dans une indifférence quasi-totale de l'État et ce malgré les sollicitations.

Souvent réunis autour de Fablabs et autres lieux de fabrication numériques citoyens, **c'est une véritable usine distribuée qui s'est créée à l'échelle du pays en moins de 15 jours, là où il aurait fallu près d'un mois à l'industrie traditionnelle pour réagir.** Précisons que la production n'est pas le rôle des Fablabs. Ce sont des laboratoires citoyens le plus souvent associatifs, pensés pour partager des bonnes pratiques numériques et apprendre à faire ensemble à l'échelle d'un territoire. Loin de la Startup Nation, ce sont aussi des lieux qui interrogent la technologie en remettant l'humain au centre des préoccupations. Des lieux d'innovation sociale avant d'être des lieux d'innovation technologique.

Dans le microcosme des « Makers » ou « Citoyens fabricants », cette séquence reste historique pour deux raisons : En premier lieu la mobilisation solidaire a été massive et prouve la vivacité du mouvement Maker en France.

Deuxièmement, cette mobilisation a prouvé que malgré les discours libéraux ambiants, notre pays a la capacité de relocaliser la production manufacturière sur les territoires.

Mais pour le voir, il faut imaginer non plus de grandes usines qui produisent des objets identiques à des millions d'exemplaires, mais des micro usines de quartier qui produisent sur mesure, sur commande et en petites séries. Il faut aussi interroger nos modes de consommation, dont nous savons qu'ils ne sont plus soutenables écologiquement, économiquement et humainement.

Dans ce contexte le Réseau Français des Fablabs se bat sans relâche pour transcender les frontières et dépasser les résistances. Notre association, aujourd'hui exclusivement bénévole, doit trouver les chemins économiques, légaux et humains pour convaincre la société civile et les pouvoirs publics que l'avenir est dans ce formidable vivier de compétences et d'innovation citoyenne. Que les Fablabs de France et d'ailleurs travaillent tous les jours à la construction d'un monde meilleur, plus résilient, basé sur les « Communs » et l'intelligence collective.

Dans ce moment si particulier où tous les systèmes traditionnels tendent à s'effondrer, les Fablabs sont un vecteur d'espoir pour qui pense qu'il faut révolutionner en profondeur nos modes de production et de consommation. Pour les nombreux défis qu'il nous reste à affronter, les Fablabs seront là pour contribuer à changer ce monde avec résilience et bienveillance.

Simon Laurent

Président du Réseau Français des Fablabs



Les Fablabs de France et d'ailleurs, travaillent tous les jours, à la construction d'un monde meilleur, plus résilient, basé sur les « Communs » et l'intelligence collective. »



Le couvre-feu, c'est chacun chez soi, c'est la rue déserte, c'est la ville sinistre, c'est le pays silencieux, c'est la nuit sécuritaire et sanitaire, c'est la privation de nos libertés fondamentales. On sanctuarise le travail, ou plutôt la production de richesses, tandis qu'on s'attaque à tout le reste. La rencontre nous est vitale. La culture nous est vitale. La liberté nous est vitale. Nous sommes capables de multiples précautions, mais nous voulons vivre. Dans le monde d'Emmanuel Macron tout est bientôt interdit sauf travailler.

Depuis des mois maintenant, l'exécutif a installé le virus au centre de tout, grand ordonnateur de nos vies, unique justification de tous les choix. Si nous en mesurons la menace, si nous savons qu'il représente un événement grave pour l'humanité, nous ne pouvons-nous résoudre à lui donner le pouvoir, ni à voir l'exécutif renforcer avec lui sa mainmise sur une société qui cherche de l'air. Une nouvelle fois, le Président de la République, seul, a décidé.

Est-il possible qu'on lui ait confié ce pouvoir ?

Le Président et son gouvernement sont en échec. En échec parce qu'ils ont fait des choix de casse de l'hôpital public et ces choix se confirment dans le budget à venir. En échec parce qu'ils n'ont pas réussi à mobiliser la société : **ils ont choisi l'infantilisation et les mesures autoritaires.** Ils n'ont pas su nous aider à affronter la crise sanitaire, ils nous ont même placés en situation de fragilité avec leurs choix néolibéraux.

Les chiffres qu'ils nous annoncent, c'est leur bilan. Les mesures qui se

Succèdent, brillent toujours plus par leur incohérence pratique. Nous devons monter notre niveau de vigilance commune, ralentir peut-être, modifier parfois, lutter contre les inégalités, agir pour augmenter notre capacité à faire face... mais faut-il subir en plus du virus, ce paternalisme pesant, liberticide et déprimant qui s'immisce dans le plus privé de nos vies personnelles ? **La République ne peut se détourner de la fraternité, du vivre ensemble, du commun...**

La société s'abîme sur cette pente. Voyez cette vie qu'on nous dessine, métro-boulot-dodo. Et dans le champ des activités montrées du doigt, les décisions ciblent toujours les mêmes : les bars et restaurants d'un côté, le monde du spectacle vivant de l'autre. Comme si le virus faisait le tri. L'humain productif, voilà ce qu'on veut préserver au fond.

Ce couvre-feu, c'est une violence. C'est une décision qui paraît insensée. Cela veut dire que c'est nous le danger alors que c'est nous la solution. C'est le signe d'un Etat de plus en plus coupé du peuple, et de plus en plus autoritaire pour arriver à ses fins. Le virus n'en est qu'un nouveau révélateur. **Ces mesures peu à peu étouffent la richesse des relations sociales, elles éteignent le feu de nos joies, de nos imaginaires et de nos désirs. Quel feu veut-on couvrir ? Quel feu faudrait-il protéger ?**

Pierre Dharréville

*Député des Bouches-du-Rhône
Membre du groupe de la Gauche
Démocrate et Républicaine*

« *La République ne peut se détourner de la fraternité, du vivre ensemble, du commun....* »





En France, le 3919, numéro vert dédié, a reçu en 2 mois autant d'appels qu'en 6 mois en 2019.

Après l'annonce du Président de la République qui faisait de la lutte contre les violences conjugales la « *grande cause du quinquennat* », et plus d'un an après le Grenelle dédié, où en sommes-nous ? Affirmer que rien n'a été fait serait mensonger. Prétendre que tous les efforts ont été entrepris le serait aussi.

Il y a toujours deux angles morts : l'éducation-la prévention et les moyens.

Nous savons que les violences intrafamiliales à l'âge adulte trouvent leurs racines dans le terreau de celles connues dans l'enfance, pour les victimes comme pour les agresseurs. La prévention et l'éducation ont un rôle prépondérant pour que les violences ne soient pas un lourd bagage familial, transmis de génération en génération.

Les associations réclamaient un milliard d'euros, estimation avant la pandémie, pour continuer et développer leurs actions, elles qui sont en première ligne pour la prise en charge et l'assistance aux victimes. Ces fonds sont d'autant plus nécessaires aujourd'hui que la crise économique et sociale a, pour les femmes, des conséquences importantes, qui peuvent constituer une entrave à leur autonomie financière souvent indispensable pour échapper aux violences et aux menaces. C'est d'ailleurs dans ce sens que je travaille actuellement sur une proposition de loi visant à mettre en place une aide financière d'urgence pour les femmes victimes de violences qui souhaitent ou sont contraintes de quitter le domicile conjugal.

Pour combattre ces violences, il reste à faire évoluer les mentalités.

Nous souhaitons que cela passe par la formation de policiers et gendarmes, pour que toutes les plaintes soient enregistrées. Cela passe par une sensibilisation de la population à la diversité des formes de violences dont les femmes peuvent être victimes : emprise, injures, harcèlement, coups, viol... Nous devons rappeler que toutes sont interdites, qu'elles ne sont jamais légitimes, jamais justifiées.

Pour alerter, plusieurs moyens sont disponibles : Le 3919, numéro vert dédié à l'écoute et à l'assistance des victimes de violences conjugales, doit être notre réflexe et notre ressource lorsque nous en sommes témoins. Il estime qu'il a reçu en 2 mois de confinement autant d'appels qu'en 6 mois en 2019. Le Gouvernement a enfin annulé l'appel d'offres autour du 3919 ce dispositif efficace et performant qu'il voulait mettre en concurrence. (Il est également possible d'envoyer un sms au 114, ou sur appel.urgence114.fr.)

Nous ne pouvons plus accepter cette situation, nous ne pouvons plus accepter le macabre décompte que tiennent les associations, répertoriant les féminicides, ces crimes sur les femmes parce qu'elles sont des femmes.

Combien d'orphelins, combien de familles décimées faudra-t-il encore regretter avant que le Gouvernement ne consacre tous les moyens nécessaires à la lutte contre ce mal qui ronge notre société ?

Je suis mobilisée sur cette question aujourd'hui, depuis toujours, et le resterai, Pour qu'un jour, nous n'ayons plus à pleurer une sœur, une mère, une amie, ou des enfants décédés sous les coups..

Michelle Gréaume

Sénatrice du Nord. Vice-Présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation



Patrick ALLARD/REA



La pandémie, dont nous ne voyons pas le terme, au moment où ces lignes sont rédigées*, aura été l'occasion de mesurer à quel point les alertes lancées depuis longtemps sur l'état de notre système de santé n'étaient pas exagérément alarmistes.* 22/10/2020

Mais c'est aussi à une réflexion sur nos priorités que le virus nous convie. Nous sommes invités à penser à ce qui donne sens à la vie humaine, à notre rapport à la mort elle-même, bref à tout ce qui motive, en profondeur, nos engagements dans la cité. Or, il y eut, au début du confinement du printemps 2020, deux situations éthiquement inacceptables.

La première est bien connue. La pénurie des masques a fait l'objet d'un mensonge d'État : on nous a expliqué que ces protections étaient inutiles. Les versions des guides méthodologiques communiquées aux personnels des institutions de soin sont devenues purement «*idéologiques*». En effet, rigoureuses au départ, ces versions se sont «*adaptées*» à la carence des stocks disponibles. C'était une confirmation éclatante de la notion classique d'idéologie : le discours officiel sur l'inutilité des masques, n'était que l'habillage déformé d'une situation matérielle objective !

Mais c'est la deuxième décision qui a été éthiquement la plus grave : celle qui a interdit, durant plusieurs semaines, l'accompagnement et les adieux dus aux personnes en fin de vie, aussi bien dans les hôpitaux que dans les Ehpad.

Certes, l'épisode a été de courte durée, car des voix fortes (*on pense à Régis Aubry, Marie de Hennezel ou Axel Kahn*) relayant le malaise des personnels et des familles se sont insurgées contre l'inhumanité de ces interdits. Laisser des personnes mourir sans recevoir la visite de leur famille et de leurs amis a été une épreuve cruelle. C'est la douleur, voire la culpabilité, des proches privés d'un dernier au revoir à l'être aimé. C'est la détresse de celui-ci dessaisi de l'intimité de ses derniers moments.

Ce sont aussi les rituels de deuil qui n'ont pas pu être observés. Selon des mots souvent entendus et qui traduisent bien la violence de la situation, on a «*balancé dans des sacs* » des cadavres, sans pouvoir prendre le temps d'une toilette mortuaire, refermant les cercueils sans que l'on puisse adresser un dernier regard à la personne décédée.

Comme l'a déclaré un directeur de maisons de retraite, en une formule glaçante : «*Bref, pas de masques, mais des housses mortuaires : vous voyez le message ?* ».



POINT DE VUE

«*Nous sommes invité-es à penser à ce qui donne sens à la vie humaine, à notre rapport à la mort elle-même, bref à tout ce qui motive, en profondeur, nos engagements dans la cité* »

Il peut paraître facile de dénoncer après coup ces situations éthiquement inadmissibles en oubliant la panique qui s'était emparée de la société et des différentes autorités sanitaires et politiques.

Mais précisément, il y avait des solutions de bon sens, consistant à respecter des consignes de sécurité, mais sans interdire les gestes d'accompagnement et les rituels mortuaires. Et d'ailleurs, nombreux sont les personnels hospitaliers et d'Ehpad qui ont su transgresser, avec intelligence et compassion, les règles qu'on leur avait imposées.

Car on doit se souvenir que le soin donné au mourant est une exigence dont on peut dire qu'elle est le marqueur d'une civilisation, et que les rituels du deuil sont le signe de l'appartenance à l'humanité. Rien de moins.

Allons plus loin. Nul ne songera, sauf à sombrer dans une irresponsabilité coupable, à discuter le respect de consignes sanitaires raisonnablement exigées. Mais on se permettra de rappeler que la conservation de la vie

« *quoi qu'il en coûte* », selon la formule du président de la République au début du confinement, n'est peut-être pas la meilleure expression pour caractériser la vie humaine elle-même.

Celle-ci ne vaut qu'au prix d'un dépassement de sa seule conservation, c'est-à-dire en honorant des valeurs qui lui donnent son sens. Parmi celles-ci, le soin dû aux personnes en fin de vie, est une exigence éthique impérieuse, quels que soient les risques encourus. C'est l'occasion de redire qu'il existe un héroïsme du quotidien, celui des personnels soignants, à commencer par les plus modestes d'entre eux (ce sont souvent des soignantes) qui mettent parfois leur santé, voire leur vie, en danger. Les applaudissements ne suffisent plus pour leur manifester notre gratitude.

C'est à la société et à l'État de prendre enfin conscience de l'indispensable revalorisation symbolique et matérielle de leur profession.

Jacques Ricot

*Agrégé et docteur en philosophie
Formateur des acteurs de soins palliatifs*



